

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

(Non vérifié)

Pour les périodes de trois et neuf mois
terminées le 31 décembre 2018

Canada



TABLE DES MATIÈRES

Attestation des cadres supérieurs.....	3
États financiers.....	4
Rapport de gestion.....	18
Analyse des risques.....	21

ATTESTATION DES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Margaret Beckel
Présidente-directrice générale



Ikram Zouari, CPA, CGA
Chef de la direction financière

Ottawa, Canada
Le 14 février 2019

État de la situation financière (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2018	31 mars 2018
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 914	15 076
Trésorerie affectée	211	190
Placements affectés	1 500	1 500
Créances		
Clients	551	914
Ministères et organismes gouvernementaux (note 12)	4	250
Stocks	156	44
Frais payés d'avance	1 123	1 221
	19 459	19 195
Collections	1	1
Avances des employés	519	538
Placements affectés	1 500	1 500
Placements	1 000	1 000
Immobilisations (note 3)	177 671	183 446
	200 150	205 680
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs	2 638	5 478
Ministères et organismes gouvernementaux (note 12)	263	971
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	1 038	964
Produits, apports et crédits parlementaires reportés (note 5)	6 567	4 908
Avantages sociaux futurs	235	242
	10 741	12 563
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	24 219	25 008
Financement des immobilisations reporté (note 6)	164 498	169 522
Avantages sociaux futurs	2 741	2 741
	202 199	209 834
Déficit accumulé		
Non affecté	10 035	7 894
Investissement en immobilisations (note 7)	(12 084)	(12 048)
	(2 049)	(4 154)
	200 150	205 680

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des résultats pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre
(Non vérifié)

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Produits				
Droits d'entrée et des programmes (note 9)	961	687	3 426	3 134
Opérations auxiliaires (note 10)	616	450	1 744	1 509
Apports (note 11)	983	1 027	1 895	1 875
Intérêts	101	58	238	164
Divers	275	138	607	457
	2 936	2 360	7 910	7 139
Charges (note 13)				
Inspiration et engagement	2 774	2 453	8 549	7 637
Entretien et accessibilité des collections	767	1 123	2 306	2 391
Recherche et découverte	1 224	1 170	3 414	3 161
Services de soutien interne	1 376	1 216	3 997	3 294
Édifices et terrains	4 719	4 247	13 504	13 093
	10 860	10 209	31 770	29 576
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(7 924)	(7 849)	(23 860)	(22 437)
Crédits parlementaires (note 8)	8 726	8 845	25 965	25 360
Résultats d'exploitation nets	802	996	2 105	2 923

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'évolution du déficit accumulé
(Non vérifié)

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre

	investi en		2018	2017
	Non affecté	immobilisations		
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Déficit accumulé au début de la période	9 249	(12 100)	(2 851)	(4 429)
Résultats d'exploitation nets	802	-	802	996
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	(16)	16	-	-
Déficit accumulé à la fin de la période	10 035	(12 084)	(2 049)	(3 433)

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre

	investi en		2018	2017
	Non affecté	immobilisations		
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Déficit accumulé au début de la période	7 894	(12 048)	(4 154)	(6 356)
Résultats d'exploitation nets	2 105	-	2 105	2 923
Variation nette dans l'investissement en immobilisations (note 7)	36	(36)	-	-
Déficit accumulé à la fin de la période	10 035	(12 084)	(2 049)	(3 433)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Un état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté puisqu'il n'y a pas de gains ni de pertes de réévaluation.

État des flux de trésorerie pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre
(Non vérifié)

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Activités de fonctionnement				
Encaissements - clients et donateurs	2 702	1 712	6 927	5 802
Encaissements - crédits parlementaires	5 973	7 147	20 193	20 698
Décaissements - personnels	(3 608)	(3 831)	(11 214)	(11 040)
Décaissements - fournisseurs	(5 787)	(2 859)	(14 184)	(11 254)
Intérêts reçus	101	32	238	171
Intérêts payés	(379)	(654)	(1 659)	(1 978)
Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités de fonctionnement	(998)	1 547	301	2 399
Activités en immobilisations				
Acquisition d'immobilisations	(135)	(2 367)	(1 937)	(6 322)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités en immobilisations	(135)	(2 367)	(1 937)	(6 322)
Activités d'investissement				
Acquisition des placements affectés	-	-	-	(3 000)
Acquisition des placements	-	(1 000)	-	(1 000)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	-	(1 000)	-	(4 000)
Activités de financement				
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(244)	(221)	(715)	(647)
Crédits parlementaires reçus pour l'achat d'immobilisations	1 070	1 518	3 210	4 554
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	826	1 297	2 495	3 907
Augmentation (diminution) de la trésorerie et de la trésorerie affectée	(307)	(523)	859	(4 016)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	16 282	13 649	15 076	14 190
Trésorerie affectée au début de la période	150	498	190	3 450
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	16 125	13 624	16 125	13 624
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	15 914	13 151	15 914	13 151
Trésorerie affectée à la fin de la période	211	473	211	473
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	16 125	13 624	16 125	13 624

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2018 (Non vérifié)

1. Pouvoirs et mission

Le Musée canadien de la nature (la « Société ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les musées*, le 1^{er} juillet 1990. Il s'agit d'une société d'État mandataire désignée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) et qui n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La Société est classée comme organisme sans but lucratif (OSBL) du secteur public.

La Société a pour mission d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature et des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Une brève description des fonctions de la Société est indiquée ci-dessous :

- **Inspiration et engagement**
La Société élabore et entretient des expositions, des programmes, le site internet **nature.ca**, des publications électroniques et imprimées, des activités de génération de produits et d'autres activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.
- **Entretien et accessibilité des collections**
La Société acquiert, développe, préserve et met à la disposition du public des collections d'objets, de spécimens et de documents d'histoire naturelle qui répondent aux besoins croissants des secteurs public et privé en matière de recherche, d'éducation et d'aide à la prise de décisions éclairées concernant la nature.
- **Recherche et découverte**
La Société explore le passé et aide les Canadiens à préparer l'avenir grâce à des activités de recherche appliquée et systématique ainsi qu'à l'établissement et à la sauvegarde de réseaux et de liens avec les milieux scientifiques canadiens et internationaux.
- **Services de soutien interne**
La Société élabore et met en œuvre des politiques, une structure de responsabilisation et des procédures qui gouvernent la réalisation de son mandat, y compris la gouvernance, l'orientation stratégique, les services intégrés, la mesure du rendement de la Société et les rapports au Parlement.
- **Édifices et terrains**
La Société fournit des installations sécuritaires et fonctionnelles qui répondent à toutes les exigences de sécurité et des codes du bâtiment, notamment l'Édifice commémoratif Victoria rénové qui contribue à la réalisation de la vision et du mandat de la Société.

2. Principales conventions comptables

A) Méthode de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public (NCSP) du Canada et reflètent l'application des normes de la Section 4200 relatives aux OSBL.

B) Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations entre entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont mesurées à la valeur comptable, à l'exception de ce qui suit :

- i) Les opérations interentités sont mesurées à la valeur de l'échange lorsqu'elles sont entreprises selon des modalités semblables à celles adoptées si les entités avaient agi dans des conditions de pleine concurrence ou lorsque les coûts fournis sont recouverts.

- ii) Les biens ou services échangés gratuitement entre entités sous contrôle commun représentent des coûts non attribués qui ne sont pas recouverts par le bénéficiaire et ne sont pas comptabilisés par la Société.

Les services reçus gratuitement par la Société comprennent les services de vérification du Bureau du vérificateur général du Canada et les services de pension de Services publics et Approvisionnement Canada.

C) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux NCSP, la direction doit faire des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les avantages sociaux futurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations et la juste valeur marchande des spécimens cédés aux collections. Les montants réels pourraient différer de façon significative des estimations. Ces dernières sont revues annuellement et les rajustements, s'ils s'avèrent nécessaires, seront constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

D) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé au moyen de la méthode du coût pondéré moyen, et la valeur de réalisation nette est fondée sur le prix de détail.

E) Collections

La Société détient et conserve une collection inestimable d'objets d'histoire naturelle au bénéfice des Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Ces collections figurent à l'état de la situation financière comme un élément d'actif comptabilisé à la valeur nominale de 1 000 \$ étant donné la difficulté à déterminer une valeur appropriée pour ces actifs. Les spécimens achetés pour les collections sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

F) Immobilisations

- Les immobilisations sont comptabilisées au coût, y compris le matériel, l'équipement et les autres charges destinés à la conception et au développement d'expositions permanentes.
- Les immobilisations inscrites comme locations-acquisitions sont initialement comptabilisées selon la valeur actualisée des paiements minimaux de loyer au début du bail.
- Les terrains et l'édifice, propriétés du gouvernement du Canada, et sous le contrôle de la Société, sont comptabilisés à leur coût estimatif.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire à l'aide de taux fondés sur la vie utile estimative des actifs, à l'exception des améliorations locatives qui sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte de la convention de location ou de la durée de vie utile de l'immobilisation.

Actif	Durée de vie
Édifice commémoratif Victoria	40 ans
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition Cabinets de collection et rayonnages	35 ans
Matériel de bureau et ameublement Matériel général Expositions permanentes Matériel de recherche	10 ans
Améliorations à l'édifice	5 à 25 ans
Améliorations locatives	5 ans à la fin de la durée du bail
Matériel informatique	3 ans

Lorsque les conditions indiquent qu'un actif ne contribue plus à la capacité de la Société à fournir des services, le coût de l'actif est réduit à sa valeur résiduelle le cas échéant.

G) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

La quasi-totalité des employés de la Société est couverte par le Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), régime contributif à prestations déterminées établi par la loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société doivent cotiser pour couvrir le coût des services courants. Conformément à la loi en vigueur, la Société n'a aucune

obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires à l'égard de tout service passé ou des carences de financement du Régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées comme une charge de l'exercice pendant laquelle les employés ont rendu les services et elles représentent l'obligation totale de la Société.

ii) Indemnités de départ

Les employés ont eu droit à des indemnités de départ jusqu'au 31 mars 2012, tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi.

L'obligation au titre des indemnités de départ pour les employés qui prennent leur retraite ou démissionnent, courue jusqu'au 31 mars 2012 et encore impayée, est mesurée en utilisant la méthode des indemnités projetées. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante moyenne d'emploi du groupe de salariés concernés. À la suite de diverses circonstances, la Société comptabilisera des indemnités de départ dans la période pendant laquelle l'événement se produira.

iii) Indemnités de congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquièrent pas. La Société comptabilise un passif et une charge pour les congés de maladie au cours de la période pendant laquelle les employés fournissent leurs services en retour des prestations. Le coût des obligations au titre des prestations constituées liées aux crédits de congé de maladie acquis par les employés est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et l'estimation la plus probable de la direction concernant l'inflation, le taux d'actualisation, les données démographiques du personnel et l'utilisation que font les employés en service des droits de congé de maladie. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante des employés actifs visés par ces prestations de congé de maladie.

H) Constatation des produits

i) Droits d'entrée et des programmes, opérations auxiliaires et produits divers

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes, des opérations auxiliaires et des produits divers sont constatés lorsqu'il existe des preuves évidentes de l'existence d'un accord intervenu entre les deux parties, que les biens ont été livrés ou que les services ont été rendus aux clients, que le prix est établi et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société comptabilise également des produits reportés lorsque les montants sont perçus avant d'avoir fourni les biens et rendu les services.

ii) Apports

Les apports sont constitués de dons reçus de particuliers, de fondations et de sociétés. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports pour les organismes sans but lucratif.

Les apports non affectés sont constatés comme produits à l'état des résultats lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, et si le montant à recevoir peut-être raisonnablement estimé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports avec affectations d'origine externe destinés à des projets ou à des charges spécifiques sont reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont encourues.

Les revenus de placement relatifs aux apports affectés sont d'abord inclus dans l'état de la situation financière comme produits reportés et ensuite constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice fiscal au cours duquel les charges connexes sont engagées.

iii) Commandites en nature et spécimens donnés aux fins des collections

Les commandites en nature impliquent d'obtenir un soutien non financier pour un projet, une activité ou un produit en échange d'importants avantages en matière de relations publiques. Une commandite en nature est reconnue si le bien ou le service contribué est utilisé dans le cours normal des activités et aurait autrement été acheté, et une fois que l'échange a eu lieu. Les commandites en nature sont comptabilisées à l'état des résultats à leur juste valeur marchande comme un apport et une contrepartie de charge reliée.

Les spécimens cédés aux collections sont comptabilisés à la juste valeur marchande comme apports avec une charge équivalente à la fonction entretien et accessibilité des collections, lorsque les trois critères suivants sont satisfaits : i) une juste valeur marchande a été attribuée au spécimen; ii) l'acquisition a été approuvée; et iii) le transfert légal de l'objet à la Société a eu lieu.

iv) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada fournit du financement à la Société sous forme de crédits parlementaires.

- Les crédits parlementaires pour les charges de fonctionnement sont constatés comme produits au cours de l'exercice pour lequel ils sont approuvés.
- Les crédits parlementaires affectés à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont constatés à titre des crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des crédits parlementaires utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produit à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes.
- Les crédits parlementaires affectés à des charges spécifiques sont indiqués comme crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

La Société a l'obligation de faire rapport sur l'utilisation des crédits dans son rapport annuel.

v) Placements affectés

Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds à épuisement du capital pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme produits reportés dans l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des revenus utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produit à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes. Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour des dépenses particulières sont reportés dans l'état de la situation financière et constatés comme produits dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel les obligations connexes sont remplies et les dépenses connexes sont engagées.

vi) Placements

Les revenus de placement distribués du fonds à terme sont constatés comme des revenus dans l'état des résultats.

I) Services bénévoles

Les bénévoles consacrent chaque année au Musée un grand nombre d'heures. Puisqu'il est difficile d'évaluer sa juste valeur, cette prestation de services à titre gracieux ne figure pas aux états financiers de la Société.

J) Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers de la Société sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie affectée, les placements affectés, les placements et les comptes débiteurs, tandis que les passifs financiers comprennent les créditeurs et les frais courus.

Les instruments financiers subissent chaque année un test de dépréciation à la date de clôture et toute baisse permanente de la valeur est reportée à l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments dans le coût lorsqu'ils sont initialement constatés.

K) Placements affectés

Les placements affectés au sein de la Fondation communautaire d'Ottawa (FCO) comme fonds à épuisement du capital sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière, tandis que les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme produits reportés dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont comptabilisés à titre de charges dans l'état des résultats de l'exercice.

L) Placements

Les placements dans la FCO en tant que fonds à terme de 10 ans sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont comptabilisés à titre de charges dans l'état des résultats de l'exercice.

M) Ventilation des charges

La Société n'applique pas la méthode d'imputation des coûts à des fins de répartition de ses charges entre ses fonctions.

3. Immobilisations

(en milliers dollars)

	31 décembre 2018			31 mars 2018		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrain	627	-	627	627	-	627
Édifice commémoratif Victoria	204 783	57 677	147 106	204 783	53 926	150 858
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 040	22 558	12 482	35 040	21 814	13 226
Expositions permanentes	10 122	3 975	6 147	10 011	3 217	6 794
Améliorations locatives	10 998	6 896	4 102	10 522	6 632	3 890
Matériel de recherche	4 752	2 388	2 364	3 596	2 157	1 439
Cabinets de collection et rayonnages	3 840	2 373	1 467	3 840	2 290	1 550
Améliorations à l'édifice	4 072	2 954	1 118	4 056	2 560	1 496
Matériel informatique	3 677	2 992	685	3 283	2 434	849
Matériel général	996	307	689	574	235	339
Matériel de bureau et ameublement	1 530	1 348	182	1 519	1 299	220
Travaux en cours - actifs	702	-	702	2 158	-	2 158
	281 139	103 468	177 671	280 009	96 563	183 446

La charge d'amortissement pour la période s'élève à 6 905 000 \$ (6 590 000 \$ au 31 décembre 2017). Au cours de la période terminée le 31 Décembre 2018, la Société n'a pas vendu ni retiré des actifs.

4. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le Campus du patrimoine naturel abrite les collections d'histoire naturelle et les fonctions administratives de la Société sur un domaine lui appartenant et situé à Gatineau, au Québec. L'acquisition de l'édifice se fait au moyen d'un contrat de location-acquisition, dont l'échéance est fixée à 35 ans. La Société s'est engagée à payer le loyer en toutes circonstances et, advenant la résiliation du bail, à la suite d'une décision de la Société ou autrement, elle versera un loyer suffisant pour rembourser tous les coûts de financement de l'édifice. La direction a l'intention de s'acquitter intégralement de l'obligation financière découlant du contrat de location-acquisition et d'obtenir le titre de propriété de l'édifice en 2031 en exerçant son droit d'achat pour dix dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>		31 décembre 2018	31 mars 2018
Total des versements minimaux futurs	(1)	44 625	47 250
Déduire : intérêts implicites		(19 368)	(21 278)
Valeur actualisée de l'obligation financière	(2)	25 257	25 972
Tranche à court terme		1 038	964
Tranche à long terme		24 219	25 008
Solde à la fin de la période		25 257	25 972

- (1) Le total des sommes à payer en vertu du contrat de location-acquisition est fondé sur un taux d'intérêt fixe de 9,88 %, pour une période de 35 ans, établi au moment de la signature du bail.
- (2) La valeur actualisée de l'obligation du contrat de location-acquisition, en se basant sur un taux d'intérêt du marché actuel de 8,75 %, est estimée à 27 millions de dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2020	2021	2022	2023	Par la suite
Versements minimum futurs	875	3 500	3 500	3 500	3 500	29 750

5. Produits, apports et crédits parlementaires reportés

Les produits, apports et crédits parlementaires reportés s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2018	31 mars 2018
Apports reportés de sources non gouvernementales	1 889	3 028
Crédits parlementaires reportés	4 186	1 353
Total des apports et crédits parlementaires reportés	6 075	4 381
Produits reportés – prestation de biens et services	492	527
Solde à la fin de la période	6 567	4 908

Les changements aux produits, apports et crédits parlementaires reportés s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2018	31 mars 2018
Solde au début de la période	4 908	5 793
Ajout :		
Apports affectés reçus	108	215
Crédits parlementaires affectés reçus	3 210	6 072
Produits et apports reportés pour la prestation de biens et services	668	1 076
	3 986	7 363
Moins :		
Apports affectés constatés	(1308)	(459)
Crédits parlementaires affectés dépensés	(377)	(6 960)
Produits reportés pour la prestation de biens et services constatés	(642)	(829)
	(2327)	(8 248)
Solde à la fin de la période	6 567	4 908

6. Financement des immobilisations reporté

Le financement reporté afférent aux immobilisations représente la tranche des crédits parlementaires et des apports de sources non gouvernementales utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables.

Le financement des immobilisations reporté se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2018	31 mars 2018
Utilisé pour l'acquisition :		
Financement des immobilisations reporté provenant d'apports de sources non gouvernementales	2 431	1 994
Financement des immobilisations reporté provenant des crédits parlementaires	162 067	167 528
	164 498	169 522

Les changements apportés au solde du financement des immobilisations reporté se traduisent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2018	31 mars 2018
Solde au début de la période	169 522	169 324
Ajout : Acquisitions d'immobilisations	1 130	8 151
Moins: Disposition d'immobilisation	-	(1)
	1 130	8 152
Moins montants constatés comme produits :		
Apports	(368)	(412)
Crédits parlementaires	(5 786)	(7 542)
	(6 154)	(7 954)
Solde à la fin de la période	164 498	169 522

7. Investissement en immobilisations

L'investissement en immobilisations se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2018	31 mars 2018
Immobilisations	177 671	183 446
Moins montants financés par :		
Contrat de location-acquisition	(25 257)	(25 972)
Financement des immobilisations reporté	(164 498)	(169 522)
	(12 084)	(12 048)

La variation nette dans l'investissement en immobilisations est calculée comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2018	31 mars 2018
Acquisitions d'immobilisations	1 130	8 151
Moins : disposition d'immobilisation	-	(10)
Ajout : remboursement de l'obligation découlant du contrat de location-acquisition	715	873
Moins : acquisitions d'immobilisations financées avec le financement des immobilisations reporté	(1,130)	(8 151)
Immobilisations achetées avec les fonds de la Société	715	863
Amortissement du financement des immobilisations reporté	6 154	7 954
Amortissement des immobilisations	(6 905)	(9 002)
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	(36)	(185)

8. Crédits parlementaires

Pour remplir sa mission, la Société compte sur le financement du gouvernement, qui se présente comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre		31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Crédits parlementaires reçus et à recevoir :				
Budget des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	7 798	8 662	23 338	24 922
Crédits parlementaires reportés pour des dépenses en immobilisations à venir	(858)	683	(4 186)	(2 016)
Crédits parlementaires reportés utilisés au cours de la période pour réaliser des projets particuliers	-	-	1 352	2 240
Montant utilisé pour l'achat d'immobilisations amortissables	(172)	(2 365)	(325)	(5 154)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 958	1 865	5 786	5 368
Crédits parlementaires constatés durant la période	8 726	8 845	25 965	25 360

9. Droits d'entrée et des programmes

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Droits d'entrée – général	497	443	2 168	2 372
Droits d'entrée – expositions temporaires	142	21	400	41
Adhésions	146	103	377	343
Programmes	176	120	481	378
	961	687	3 426	3 134

10. Opérations auxiliaires

Les produits provenant des opérations auxiliaires se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Stationnement	202	179	639	683
Location des installations	281	251	626	751
Revenus de la boutique	120	9	432	27
Loyer de la cafétéria	13	11	47	48
	616	450	1 744	1 509

11. Apports

Les produits provenant des apports se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Apports et commandites en argent	801	488	1 457	993
Commandites en nature	141	42	347	359
Spécimens donnés aux fins des collections	41	497	91	523
	983	1 027	1 895	1 875

12. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Produits auprès d'apparentés du gouvernement du Canada:				
Droits d'entrée et des programmes	-	-	-	5
Opérations auxiliaires	3	4	11	27
Divers	2	2	39	147
	5	6	50	179

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Charges auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :				
Coût du personnel	382	333	1 198	1 107
Impôts fonciers	305	(575)	907	795
Services professionnels et spéciaux	-	-	86	4
Marketing et communications	-	3	10	117
Fret et transport	2	4	4	13
Réparations et entretien	-	3	1	3
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	-	1	1	5
	689	(230)	2 207	2 045

Les soldes auprès d'apparentés du gouvernement du Canada à la fin de la période se composent des éléments suivants :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Dues de ministères et organismes gouvernementaux	4	250
Dues à des ministères et organismes gouvernementaux	263	971

13. Sommaire des charges par objets

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre		31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Coût du personnel	3 877	3 543	11 484	10 547
Amortissement des immobilisations	2 349	2 324	6 905	6 590
Exploitation et entretien des édifices	1 133	1 269	3 019	2 893
Services professionnels et spéciaux	1 097	840	2 722	2 453
Intérêts sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	723	455	1 911	1 978
Impôts fonciers	379	383	1 659	1 707
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	365	300	1 025	939
Expositions	325 -	369	937	277
Marketing et communications	176	720	848	826
Réparations et entretien	135	266	387	378
Frais de déplacement	131 -	72	375	274
Coût des marchandises vendues - natureBOUTIQUE	67	-	204	-
Spécimens aux fins des collections	41	498	91	524
Fret et transport	16	20	44	43
Divers	46	32	159	147
	10 860	10 209	31 770	29 576

14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de la période en cours.

RAPPORT DE GESTION

Vue d'ensemble

Ces états financiers trimestriels doivent être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels audités du Musée canadien de la nature pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 et avec la présentation narrative incluse dans le présent rapport financier trimestriel.

Le principal objectif du Musée canadien de la nature est de remplir son mandat national, tel que décrit dans la Loi sur les musées, dans le contexte du régime de gouvernance et de responsabilisation établi dans cette loi et dans la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques. À cette fin, le conseil d'administration et la direction du Musée s'engagent à gérer les fonds publics et privés investis dans le Musée de manière transparente et responsable et à optimiser la valeur de la contribution du Musée aux Canadiens et à la société canadienne.

Les orientations stratégiques du Musée reconnaissent l'intention d'être une source de premier plan de connaissances sur l'histoire naturelle et d'investigation scientifique pour les scientifiques et le public, apportant ainsi une perspective distinctement canadienne au corpus de connaissances mondial. Le Musée diffusera les résultats de cette enquête scientifique, contribuant ainsi à inspirer les Canadiens à agir de manière consciente au sujet de l'environnement naturel. En tant qu'institution publique, le Musée souhaite également continuer à faire preuve de responsabilité, de valeur et d'efficacité financière en obtenant des résultats significatifs et mesurables.

La viabilité financière a été et continuera d'être l'une des principales priorités du Musée. Le Musée a mis en place un certain nombre de stratégies conçues pour gérer les pressions connues et anticipées. Une approche de gestion du risque d'entreprise est utilisée pour gérer ces stratégies et pressions en faveur de la vision d'être une institution nationale offrant un maximum de valeur et de service au public.

Produits

Les produits pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018 s'élèvent à 7 910 000 \$ ce qui représente une augmentation de 771 000 \$ ou 11 % par rapport aux 7 139 000 \$ des neuf mois de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des produits liés aux droits d'entrée, y compris les droits supplémentaires des expositions temporaires majeures du Musée, *Le cerveau vu de l'intérieur*, *Papillons en vol* et *La survie au ralenti*, à la conversion de la Boutique Nature à un modèle d'entreprise hybride plutôt qu'une opération de location et à la comptabilisation des apports affectés liés à la numérisation des spécimens arctiques. Cette augmentation est partiellement compensée par une baisse des dons de spécimens.

Sur une base d'exercice, les crédits parlementaires pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018 s'élèvent à 25 965 000 \$, comparativement à 25 360 000 \$ pour les neuf mois de l'exercice précédent. La différence est principalement attribuable aux crédits parlementaires reçus et utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables et à la variation des crédits d'immobilisation reportés.

Les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2018 s'élèvent à 2 936 000 \$ ce qui représente une augmentation de 576 000 \$ ou 24 % par rapport aux 2 360 000 \$ des trois mois de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des produits liés aux droits d'entrée, y compris les droits supplémentaires des expositions temporaires majeures du Musée, *Le cerveau vu de l'intérieur* et *La survie au ralenti*, à la conversion de la Boutique Nature à un modèle d'entreprise hybride plutôt qu'une opération de location et à la comptabilisation des apports affectés liés à la numérisation des spécimens arctiques. Cette augmentation est partiellement compensée par une baisse des dons de spécimens.

Sur une base d'exercice, les crédits parlementaires pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2018 s'élèvent à 8 726 000 \$, comparativement à 8 845 000 \$ pour les trois mois de l'exercice précédent. La différence est principalement attribuable aux crédits parlementaires reçus et utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables et à la variation dans le financement des immobilisations reporté.

Charges

Les charges pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018 s'élevaient à 31 770 000 \$, comparativement à 29 576 000 \$ pour les neuf mois de l'exercice précédent, soit une augmentation de 2 194 000 \$ ou 7 %. Cette hausse est due à une augmentation de 675 000 \$ attribuable aux dépenses d'expositions se rapportant aux expositions temporaires majeures *Le cerveau vu de l'intérieur*, *Papillons en vol* et *La survie au ralenti*, une augmentation de 204 000 \$ attribuable à l'exploitation de la nouvelle Boutique Nature, une augmentation de 1 000 000 \$ attribuable aux coûts de personnel et de formation, une augmentation de 100 000 \$ attribuable aux frais de déplacement, une augmentation de 90 000 \$ attribuable aux coûts de gestion de l'information et une augmentation de 125 000 \$ attribuable aux coûts de gestion immobilière et de sécurité.

Les charges pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2018 s'élevaient à 10 860 000 \$, comparativement à 10 209 000 \$ pour les trois mois de l'exercice précédent, soit une augmentation de 651 000 \$ ou 6 %. Cette hausse est due à une augmentation de 94 000 \$ attribuable aux dépenses d'expositions se rapportant aux expositions temporaires majeures *Le cerveau vu de l'intérieur*, *Papillons en vol* et *La survie au ralenti*, à une augmentation de 67 000 \$ attribuable à l'exploitation de la nouvelle Boutique Nature, à une augmentation de 90 000 \$ attribuable aux coûts de réparations et maintenance et à une augmentation de 400 000 \$ attribuable aux coûts de personnel et de formation.

Résultats d'exploitation nets

Le résultat d'exploitation net pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018 était un surplus de 2 105 000 \$. Ce surplus est principalement attribuable à l'augmentation des crédits reçus et utilisés pour l'achat d'immobilisations et à un décalage de la comptabilisation des charges des programmes prévus plus tard dans l'exercice. Cette différence est compensée en partie par des charges de 36 000 \$ attribuables au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition.

Le résultat d'exploitation net pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2018 était un surplus de 802 000 \$. Ce surplus est principalement attribuable à l'augmentation des crédits reçus et utilisés pour l'achat d'immobilisations et un décalage de la comptabilisation des charges de programmes prévus plus tard dans l'exercice. Cette différence est compensée en partie par des charges de 16 000 \$ attribuables au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition.

État de la situation financière

Actif

Le niveau de trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée de 15 914 000 \$ au 31 décembre 2018 représente une augmentation de 838 000 \$ ou 6 % par rapport aux 15 076 000 \$ du 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à une différence temporelle dans le paiement de factures.

Les immobilisations ont diminué à 177 671 000 \$ au 31 décembre 2018 par rapport à 183 446 000 \$ au 31 mars 2018, principalement à cause des charges d'amortissement compensées par l'acquisition d'immobilisations.

Passif

Les comptes fournisseurs ont diminué à 2 638 000 \$ au 31 décembre 2018, comparativement à 5 478 000 \$ au 31 mars 2018, principalement en raison de l'écart temporaire dans le paiement des charges financées par des crédits parlementaires reportés reçus pour l'achat d'immobilisations.

Les produits, apports et crédits parlementaires reportés sont de 6 567 000 \$ au 31 décembre 2018 par rapport à 4 908 000 \$ au 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement attribuable aux crédits parlementaires reportés, reçus pour l'achat d'immobilisations.

Le financement des immobilisations reporté a diminué à 164 498 000 \$ au 31 décembre 2018 par rapport à 169 522 000 \$ au 31 mars 2018, puisqu'il est comptabilisé comme produit au même rythme que l'amortissement des immobilisations correspondantes.

Déficit accumulé

Le déficit accumulé de 2 049 000 \$ au 31 décembre 2018 est attribuable au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition. Ce traitement comptable gardera le Musée dans une position de déficit pendant de nombreuses années, en raison de la charge d'intérêt sur l'obligation découlant du contrat de location-acquisition qui est plus élevée dans les premières années que dans les dernières années du bail. En conséquence, le déficit accumulé afférent à ce traitement comptable commencera à s'inverser en 2019-2020, jusqu'à ce qu'il soit complètement éliminé à la fin du bail, en 2031. Ce traitement comptable n'affecte aucunement les mouvements de trésorerie ni la stabilité financière du Musée.

ANALYSE DES RISQUES

Le Musée a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise conçu pour gérer efficacement et de manière proactive les risques qui pourraient l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Le Plan d'entreprise du Musée identifie quatre risques et stratégies d'atténuation connexes. L'étape d'atténuation des risques implique l'élaboration de stratégies d'atténuation conçues pour gérer, éliminer ou réduire les risques à un niveau acceptable, idéalement faible. Une fois qu'une stratégie est mise en œuvre, elle est continuellement surveillée pour en évaluer l'efficacité, dans le but de pouvoir la recadrer si nécessaire.

Le résumé des principaux risques et des stratégies d'atténuation se présente comme suit :

1. **Déficit structurel** : risque que le déficit structurel continue à augmenter en raison d'un rythme de croissance des dépenses (services publics, impôts fonciers, inflation, etc.) supérieur à celui des recettes. Ce risque est atténué par un processus continu d'examen des dépenses, surveillance des revenus d'adhésion et la croissance des recettes commerciales.
2. **Avancement** : risque que le bassin de donateurs restreint limite les ressources financières disponibles pour soutenir l'investissement requis pour la mise en œuvre initiale des initiatives stratégiques. Ce risque est atténué par un programme d'avancement complet, mené par une équipe de professionnels de la collecte de fonds et un nouveau groupe de bénévoles dévoués et de membres du Conseil d'administration.
3. **Succession** : risque qu'un nombre important d'employés soient admissibles à la retraite, ce qui entraînerait une perte de mémoire d'entreprise et de compétences importantes. Pour atténuer ce risque, le Musée a élaboré un plan de relève dont il assure le suivi. Ce plan couvre aussi le développement des compétences.
4. **Budget 2016** : risque que les projets d'immobilisations financés par le Budget de 2016 ne soient pas terminés à temps et dans les budgets prévus. Le suivi trimestriel à l'interne garantira que le Musée remplit ses engagements de dépenses.